



# Assemblée générale

Distr. générale  
1<sup>er</sup> mai 2024  
Français  
Original : anglais

## Soixante-dix-neuvième session

Points 98 m) et p) de la liste préliminaire\*

### Désarmement général et complet

## **Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre et commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport fait suite aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans ses résolutions [78/46](#) sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et [78/54](#) sur l'assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre.

Le rapport livre une analyse des faits nouveaux concernant le commerce et la circulation illicites des armes légères et de petit calibre et les efforts déployés par les États et d'autres partenaires pour faire obstacle aux multiples aspects de ce fléau. Il y est ainsi question des activités relatives au contrôle des armes légères et de petit calibre entreprises par des organes des Nations Unies tels que le Conseil de sécurité et le Conseil des droits de l'homme, ainsi que des initiatives en rapport avec le Traité sur le commerce des armes. On y trouvera également des informations sur les changements récents en matière de politiques qui peuvent être favorables aux États dans leur lutte contre le commerce et la circulation des armes légères et de petit calibre illicites, ainsi que sur les tendances, difficultés et possibilités qui se font jour à cet égard.

\* [A/79/50](#).



Enfin, le rapport rend compte des activités menées par le système des Nations Unies aux fins de l'application des résolutions susmentionnées, notamment les travaux accomplis par le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères et les programmes et initiatives mis en œuvre par d'autres entités du système. On y trouvera en outre des informations sur les activités liées au Recueil de modules sur le contrôle des armes légères et au renforcement des liens avec d'autres cadres de développement et de prévention, ainsi que sur l'action menée pour faire en sorte que les questions de genre soient davantage prises en compte dans les politiques de contrôle des armes de petit calibre.

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 78/146, intitulée « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-dix-neuvième session, de l'application de la résolution.
2. Dans sa résolution 78/54, intitulée « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de poursuivre l'examen de la question et de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport sur l'application de la résolution.
3. Le présent rapport de synthèse a été établi, comme suite aux demandes susmentionnées, dans le souci d'aborder de manière méthodique et cohérente, et conformément à la pratique de l'Assemblée générale consistant à optimiser l'établissement des rapports, des questions qui se recoupent et sont interdépendantes.

## II. Faits nouveaux récents

### A. Tendances, difficultés et possibilités en matière de mise en œuvre

4. Les armes légères et de petit calibre continuent de représenter une grave menace pour la paix, la sécurité et le développement durable. Les flux et reflux des conflits armés, de la criminalité organisée et de la violence armée sont largement fonction de l'intensité et de l'ampleur de la circulation illicite et de l'utilisation abusive d'armes légères et de petit calibre. Comme l'ont reconnu les États qui ont adopté le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, il s'agit là d'une question complexe qu'aucun État ne peut régler à lui seul.
5. Conscients de l'impact considérable qu'ont les armes légères et de petit calibre illicites, les États ont entrepris d'examiner les tendances, les difficultés et les possibilités en matière de mise en œuvre dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui se tiendra à New York du 17 au 28 juin 2024 et qui sera également l'occasion d'examiner la mise en œuvre de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites.
6. À la réunion du Comité préparatoire, tenue du 12 au 16 février 2024, la Représentante permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies, Maritza Chan Valverde, a été élue Présidente désignée de la Conférence et Présidente du Comité. Elle a participé à des consultations régionales organisées par le Bureau des affaires de désarmement, avec le soutien financier de l'Union européenne, en Asie et dans le Pacifique (Népal, 23-25 janvier 2024), en Afrique de l'Ouest et centrale (Togo, 29 février et 1<sup>er</sup> mars), en Afrique de l'Est et australe (Kenya, 4 et 5 mars), en Amérique latine (en ligne, 11-15 mars) et dans les Caraïbes (en ligne, 18-22 mars). Plusieurs consultations ont également été organisées avec les États Membres, les groupes régionaux au Siège de l'ONU et d'autres parties prenantes depuis décembre 2023.
7. Les réunions susmentionnées ont permis aux États Membres de recenser les questions qui devaient faire l'objet de débats plus approfondis et d'une décision à la

quatrième Conférence d'examen, notamment le renforcement des cadres de coopération et d'assistance internationales ; les tendances récentes dans les domaines de la technologie, de la conception et de la fabrication des armes légères et de petit calibre ; l'intégration du contrôle des armes de petit calibre dans les processus de développement ; l'adoption d'objectifs aux fins de la mise en œuvre du Programme d'action ; la fourniture et le détournement d'armes légères et de petit calibre ; les synergies avec d'autres instruments ; les considérations liées à l'égalité des genres.

8. Conformément à la recommandation formulée à la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, les États devraient envisager d'établir une procédure structurée destinée à traiter les demandes d'assistance et de mettre les besoins en adéquation avec les compétences et les ressources disponibles, en tenant compte, entre autres, des propositions soumises par le Secrétariat. Les propositions reflètent les vues exprimées par les États, notamment dans les domaines suivants : l'amélioration et l'utilisation d'une plateforme numérique ; l'élaboration d'un modèle pour la présentation des demandes ; la nécessité d'améliorer la collecte de données au moyen d'évaluations techniques permettant d'éclairer la planification des projets ; les moyens de rendre l'assistance plus durable. Pour obtenir des résultats tangibles sur ces questions à la quatrième Conférence d'examen, les États devront approfondir la réflexion sur le rôle des donateurs, des États requérants, des organisations régionales, du Secrétariat et des autres parties prenantes, ainsi que sur la façon d'utiliser au mieux les mécanismes de financement existants.

9. Par ailleurs, les États devraient envisager la création d'un groupe d'experts techniques à composition non limitée chargé d'examiner l'évolution récente de la fabrication des armes légères et de petit calibre et de la technologie employée dans leur conception, conformément au document final de la huitième Réunion biennale des États ([A/CONF.192/BMS/2022/1](#), annexe). La question a été soulevée lors de toutes les consultations, car une augmentation des saisies d'armes fabriquées au moyen d'imprimantes 3D et des problèmes persistants liés à la traçabilité des armes modulaires et des armes en polymère sont constatés dans toutes les régions. En outre, la production artisanale d'armes est de plus en plus sophistiquée. Toutefois, les technologies sont également porteuses de possibilités nouvelles en matière de lutte contre le détournement illicite d'armes, et les États ont de plus en plus recours aux nouvelles technologies, telles que le marquage au laser, par code QR ou par traceur chimique, ainsi qu'à l'intelligence artificielle pour identifier et intercepter les armes illicites.

10. Un groupe d'experts techniques à composition non limitée pourrait étudier les difficultés et les possibilités associées à l'évolution récente susmentionnée et formuler des recommandations concertées à l'intention des États afin d'assurer la pleine mise en œuvre de l'Instrument international de traçage et du Programme d'action à la lumière de ces faits nouveaux.

11. Il convient également d'examiner la question de l'utilisation accrue par les États d'objectifs nationaux, qui sont utiles pour renforcer l'appropriation par le pays et mesurer et évaluer la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage. La définition d'objectifs facilite également la coordination au niveau national ainsi que l'établissement de rapports sur les mesures prises en matière de mise en œuvre.

12. Les initiatives régionales et sous-régionales visant à appuyer la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage se sont multipliées ces dernières années. Les États s'emploient à élaborer une feuille de route de l'Amérique centrale sur les armes à feu, avec le soutien de l'Organisation des États

américains et en collaboration avec le centre régional du Bureau des affaires de désarmement, le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes et le secrétariat du Système d'intégration de l'Amérique centrale. Les États des Caraïbes s'attachent quant à eux à mettre en œuvre la Feuille de route des Caraïbes sur les armes à feu.

13. En août 2023, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a adopté une déclaration sur la lutte contre la contrebande d'armes. En outre, des États d'Asie du Sud et du Sud-Est ont officiellement lancé une feuille de route régionale sur la réglementation des armements, sous l'égide du Bureau de l'Envoyé spécial des Philippines pour la lutte contre le crime transnational et de l'organisation de la société civile Nonviolence International Southeast Asia.

14. Un examen à mi-parcours complet et indépendant de la mise en œuvre de la feuille de route des Balkans occidentaux pour la maîtrise des armes légères et de petit calibre a été mené à bien. Conformément aux recommandations issues de cet examen, et après que les autorités des Balkans occidentaux ont approuvé la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route après 2024, le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a lancé l'examen de la révision de la feuille de route en 2023.

15. En Afrique, les efforts se sont poursuivis à l'appui de la mise en œuvre des plans d'action relatifs à la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes, à la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composants pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage, au Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique et au Protocole sur le contrôle des armes à feu, des munitions et d'autres matériels connexes dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe. L'Union africaine étudie également la possibilité d'adopter une position commune en prévision de la quatrième Conférence d'examen.

16. Tout au long des préparatifs de la Conférence d'examen, les États Membres ont proposé des moyens de renforcer encore le Programme d'action, l'Instrument international de traçage et les processus politiques connexes afin de veiller à ce qu'ils demeurent pleinement adaptés à l'objectif visé, notamment en mettant davantage de compétences techniques au service de ces processus.

## **B. Nouvel Agenda pour la paix**

17. En juillet 2023, le Secrétaire général a publié une note d'orientation sur un Nouvel Agenda pour la paix à l'issue de consultations approfondies avec les États, les organisations internationales et régionales et la société civile<sup>1</sup>. Dans ce document, il propose aux États Membres de mettre de côté la concurrence au profit d'une coopération internationale reposant sur 3 principes – la confiance, la solidarité et l'universalité – et s'appuyant sur 12 actions dans 5 domaines : a) remédier aux risques stratégiques et aux divisions géopolitiques ; b) prévention des conflits et de la violence et pérennisation de la paix ; c) renforcement des opérations de paix ; d) nouvelles approches des questions de paix et domaines propices aux conflits ; e) renforcement de la gouvernance internationale.

<sup>1</sup> [A/77/CRP.1/Add.8](#).

18. Dans la note d'orientation susmentionnée, le Secrétaire général évoque l'incidence particulièrement pernicieuse des armes légères et de petit calibre illicites sur les conflits armés et la violence, ainsi que leurs répercussions négatives sur le développement durable. Il invite les États Membres à prendre des mesures pour réduire le coût humain des armes, notamment les armes légères et de petit calibre, et formule trois recommandations à cet effet : renforcer, élaborer et mettre en œuvre des instruments et des plans d'action régionaux, sous-régionaux et nationaux ; se fixer des objectifs nationaux et régionaux et mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des cadres réglementaires ; adopter des approches associant tous les acteurs étatiques et intégrant le contrôle des armes légères et de petit calibre dans les activités de développement et de réduction de la violence.

19. Le Sommet de l'avenir, qui se tiendra en septembre 2024, sera l'occasion pour les États Membres et les autres parties prenantes de réfléchir à la façon de traduire ces recommandations sur le plan opérationnel, conformément aux engagements qu'ils ont pris au titre du Programme d'action.

### **C. Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie**

20. Conformément à la recommandation formulée par le groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques, qui a achevé ses travaux en juin 2023, l'Assemblée générale a adopté le Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie (A/78/111, annexe) dans sa résolution 78/47 de décembre 2023, accueilli avec satisfaction le rapport final du groupe de travail à composition non limitée et invité tous les États à mettre en œuvre le Cadre mondial.

21. Dans le Cadre mondial, qui s'applique à tous les types de munitions classiques, les États se sont engagés à atteindre 15 objectifs et ont recensé 85 mesures connexes dans différents domaines en vue de promouvoir une gestion sûre et durable des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie, l'objectif étant de remédier aux risques associés aux munitions classiques à chaque étape de ce cycle. Le Cadre mondial a également permis aux États de promouvoir la prise en compte des questions de genre dans la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie.

22. Conscients du rôle central que jouent la coopération et l'assistance internationales, les États s'engagent à coopérer et à coordonner leurs activités, ainsi qu'à consolider la coopération et les partenariats avec les parties prenantes concernées et à en établir de nouveaux, notamment avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales, les organisations non gouvernementales, le milieu universitaire, les instituts de recherche et le secteur privé, y compris l'industrie d'armement.

23. Le Cadre mondial décrit les mandats du Secrétariat en matière de coopération et d'assistance internationales. Il s'agit notamment de mettre en place, dans le cadre du programme SaferGuard, un mécanisme mondial efficace et souple permettant de solliciter, d'offrir et de recevoir une assistance dans le domaine de la gestion des munitions, de tenir à jour une liste d'experts de la gestion des munitions validée conformément aux directives applicables, de continuer d'améliorer et de réviser les Directives techniques internationales sur les munitions, de collecter des informations sur les initiatives sous-régionales, régionales et mondiales et de mettre en place un programme permanent de bourses de formation concernant la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie.

24. Le Cadre mondial a permis de faire prévaloir l'idée selon laquelle les munitions classiques étaient un problème qui exigeait l'attention soutenue de la communauté internationale. De ce fait, il prévoit un processus de suivi et d'examen consistant en une réunion préparatoire des États en 2025, la présentation à titre volontaire d'aperçus initiaux de la mise en œuvre au niveau national en 2026, suivie de la présentation de rapports nationaux et de points d'information volontaires, et la tenue d'une réunion des États en 2027 pour examiner la mise en œuvre du Cadre mondial et décider de l'organisation des réunions ultérieures des États ainsi que des réunions d'experts techniques gouvernementaux.

## **D. Activités menées par d'autres organes et dans d'autres cadres sur la question des armes légères et de petit calibre**

### **Conseil de sécurité**

25. Le Conseil de sécurité a continué d'examiner la question des armes légères et de petit calibre au titre des questions dont il est saisi, mais aussi dans le contexte de décisions adoptées et de débats tenus dans des domaines thématiques en rapport avec cette question et dans le cadre de l'examen de la situation de différents pays.

26. En novembre 2023, le Secrétaire général a publié son huitième rapport biennal sur les armes légères et de petit calibre ([S/2023/823](#)), conformément à la résolution [2220 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. Comme suite à cette publication, le Conseil, sous la présidence de l'Équateur, a tenu un débat public le 15 décembre 2023 sur le thème « Lutter contre la menace que le détournement, le trafic et l'utilisation abusive des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions font peser sur la paix et la sécurité ». Durant le débat, les États Membres ont souligné qu'il importait d'adopter des approches collaboratives et globales qui tiennent compte des questions de genre pour relever les défis transversaux et multiformes associés aux armes légères et de petit calibre et à leurs munitions.

27. Le Conseil de sécurité a continué d'examiner le lien qui existe entre les armes légères et de petit calibre, la criminalité organisée, le terrorisme et la violence armée et a tenu un débat public le 7 décembre 2023 sur le thème « Menaces contre la paix et la sécurité internationales : criminalité transnationale organisée, multiplication des défis et nouvelles menaces ». Dans une déclaration du Président ([S/PRST/2023/6](#)), le Conseil s'est déclaré gravement préoccupé par le trafic d'armes légères et de petit calibre au profit de groupes de criminalité organisée et de terroristes qui menaçaient la paix et la sécurité et a exhorté les États à renforcer leurs capacités judiciaires, leurs capacités de maintien de l'ordre et leurs moyens de contrôler les frontières, ainsi que leurs capacités d'enquête. Il a également souligné qu'il importait de prendre des mesures aux niveaux national, régional et international pour empêcher les groupes criminels et terroristes de se procurer des armes par le détournement et l'approvisionnement illicite et insisté sur l'importance de la coopération internationale à cet égard.

28. En ce qui concerne Haïti, le Conseil de sécurité, dans ses résolutions [2699 \(2023\)](#) et [2700 \(2023\)](#), a prié la Mission multinationale d'appui à la sécurité, dont il avait autorisé le déploiement, d'aider la Police nationale à combattre le trafic et le détournement d'armes et de matériels connexes, ainsi que de se doter de procédures de gestion des armes et des munitions et de mécanismes de contrôle y afférents et de signaler au Groupe d'experts sur Haïti tout détournement d'armes et de munitions. Conformément au paragraphe 9 de la résolution [2692 \(2023\)](#) du Conseil, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a commencé à présenter au Conseil, en octobre 2023, des rapports trimestriels comprenant des mises à jour sur les sources et les itinéraires du trafic d'armes et des flux financiers illicites vers Haïti,

ainsi que des informations sur les activités pertinentes des Nations Unies et des recommandations<sup>2</sup>.

29. Les considérations relatives aux armes et aux munitions ont continué d'être prises en compte dans les activités et les mandats des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations Unies, notamment en Afghanistan, en Haïti, en Iraq, en Libye, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen, ainsi qu'à Abyei.

30. Dans sa résolution [2626 \(2022\)](#), le Conseil de sécurité a chargé la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) d'appuyer l'action régionale et internationale visant à prévenir et combattre le commerce illicite et l'accumulation déstabilisatrice d'armes légères et de petit calibre et leur détournement. Afin de s'acquitter de ce mandat, la MANUA, avec l'assistance technique de l'organisation Conflict Armament Research, a mené des consultations approfondies, procédé à une étude exploratoire et élaboré un cadre de réduction des risques afin de gérer les risques de prolifération et de détournement en Afghanistan et dans la région.

31. Le Conseil de sécurité a continué d'examiner la capacité nationale des différents États d'exercer un contrôle effectif sur les stocks nationaux d'armes et de munitions dans le cadre de l'évaluation des embargos sur les armes. Il a également continué, selon sa pratique, d'assouplir et de lever partiellement les embargos sur les armes, notamment en République centrafricaine [résolution [2693 \(2023\)](#)]. En Somalie, il a levé l'embargo sur les armes imposé au Gouvernement fédéral somalien en adoptant la résolution [2714 \(2023\)](#), dans laquelle il a constaté les progrès accomplis par rapport aux objectifs de référence adoptés en matière de gestion des armes et des munitions. Dans le contexte d'Haïti, il a élargi la portée de l'embargo sur les armes ciblé décrété en 2022 en imposant un embargo territorial sur les armes [résolutions [2699 \(2023\)](#) et [2700 \(2023\)](#)].

32. Les progrès accomplis par rapport aux objectifs de référence relatifs à la gestion des armes et des munitions dans le cadre de différents régimes de sanctions ont continué d'être évalués à l'appui du réexamen des embargos sur les armes. De telles évaluations ont été menées pour la République centrafricaine ([S/2024/391](#)), la Somalie ([S/2023/676](#)) et le Soudan du Sud ([S/2024/309](#)). Dans sa résolution [2700 \(2023\)](#), le Conseil de sécurité a demandé qu'il soit procédé à une évaluation des progrès accomplis concernant les principaux objectifs établis pour Haïti au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2024.

### **Traité sur le commerce des armes**

33. Le Traité sur le commerce des armes est un outil essentiel pour lutter contre le détournement et l'utilisation non autorisée des armes légères et de petit calibre. En août 2023, à la neuvième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes, les États ont fait du rôle de l'industrie dans les transferts internationaux responsables d'armes classiques leur thème prioritaire. Plusieurs États ont souligné la complémentarité qui existait entre le Traité et les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Dans son rapport final, la Conférence a accueilli favorablement les Principes directeurs et encouragé les États parties à poursuivre les discussions sur la manière dont les droits humains et les instruments du droit humanitaire s'appliquaient dans le contexte du Traité.

<sup>2</sup> Voir [S/2023/780](#), [S/2024/79](#) et [S/2024/320](#).



34. La troisième réunion du Forum d'échange d'informations sur le détournement s'est tenue durant la neuvième Conférence des États parties. Le Forum a été l'occasion pour les États parties et les États signataires d'échanger des informations sur des cas concrets de détournement détecté ou suspecté.

### **Conseil des droits de l'homme**

35. Conformément à la résolution 50/12 du Conseil des droits de l'homme, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté au Conseil, à sa cinquante-troisième session, un rapport sur les incidences de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par les civils (A/HRC/53/49). Dans ce rapport, il analyse la manière dont les entreprises, en particulier l'industrie des armes à feu, contribuent à la disponibilité des armes à feu, et demande instamment à ces entreprises de se conformer aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

36. Dans le rapport susmentionné, le Haut-Commissaire explique également que, pour lutter contre les incidences dévastatrices sur les droits humains de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par des civils, les États devraient redoubler d'efforts pour s'attaquer aux facteurs de l'offre et de la demande qui influent sur la disponibilité des armes à feu, notamment par une coopération et une coordination transfrontières actives.

37. Selon le même rapport, les informations disponibles montrent que l'industrie des armes à feu, y compris les associations du secteur des armes à feu, les fabricants et les armuriers, n'ont pas pris les mesures adéquates pour faire en sorte que leurs activités soient conformes aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Le Haut-Commissaire souligne que les États doivent prendre de nouvelles mesures efficaces, notamment par une coopération avec les autres États et le secteur des entreprises, pour remédier aux effets négatifs sur les droits humains qu'engendre la contribution de ce secteur à l'offre et à la demande d'armes à feu par les civils. Il propose également des recommandations pratiques au secteur des entreprises sur la manière de traiter les risques associés à l'implication dans l'industrie des armes à feu civiles.

38. À sa cinquante-troisième session, le Conseil des droits de l'homme a adopté la résolution 53/15, dans laquelle il a prié le Haut-Commissariat d'établir, en consultation avec les États, les organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes, un rapport analytique sur les effets des transferts d'armes, notamment les détournements d'armes et les transferts non réglementés ou illicites d'armes, sur la jouissance des droits de l'homme, en mettant l'accent sur le rôle de l'accès à l'information dans la prévention, l'atténuation et le traitement de leurs incidences néfastes sur les droits de l'homme. Le rapport sera présenté au Conseil à sa cinquante-sixième session.

39. Dans la résolution susmentionnée, le Conseil des droits de l'homme a également prié le Haut-Commissariat d'organiser pendant la période intersessions un atelier d'une journée consacré à l'évaluation du rôle des États et du secteur privé dans la prévention, le traitement et l'atténuation des effets néfastes des transferts d'armes, notamment les détournements d'armes et les transferts non réglementés ou illicites d'armes, sur les droits de l'homme, qui devrait se tenir avant la cinquante-septième session du Conseil et serait ouvert à la participation des États, des organes conventionnels et des titulaires de mandat concernés, ainsi que des membres des milieux universitaires, de la société civile et d'autres parties prenantes, afin de contribuer à l'élaboration d'un rapport sur les lacunes à corriger et les mesures à prendre dans ce domaine, pour soumission au Conseil à sa cinquante-huitième session.

### **Protocole relatif aux armes à feu**

40. À sa onzième réunion, le Groupe de travail sur les armes à feu<sup>3</sup> a abordé deux points importants de son ordre du jour, à savoir la mise en œuvre du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, compte tenu des progrès technologiques associés à la fabrication et au trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, et l'application de l'article 5 du Protocole.

41. Le Groupe de travail a adopté diverses recommandations liées aux deux points de l'ordre du jour susmentionnés, notamment sur les armes transformables, le recours aux services postaux et d'envoi rapide pour le trafic d'armes à feu, la lutte contre l'utilisation de l'impression 3D pour la fabrication illicite de pièces d'armes à feu, par exemple par la criminalisation de la détention de modèles destinés à la fabrication d'armes, et l'amélioration de la traçabilité des armes à feu par le marquage de leurs pièces et éléments essentiels, lorsque cela est possible et indiqué. L'ONUSD et les autres organisations concernées ont été priés de mener des recherches et d'aider les États à faire face aux tendances nouvelles et émergentes et aux progrès technologiques associés à la fabrication et au trafic illicites d'armes à feu et de leurs pièces, éléments et munitions.

42. Par ailleurs, le Groupe de travail a demandé à l'ONUSD d'organiser des réunions d'experts en vue d'élaborer des normes ou des directives techniques facultatives et non contraignantes sur l'application de certaines des dispositions du Protocole relatif aux armes à feu, notamment des normes de marquage, de conservation des informations, de neutralisation et de destruction, et de mettre à jour le Guide législatif pour l'application du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions et le guide technique correspondant (Technical Guide to the Implementation of the Protocol against the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms, Their Parts and Components and Ammunition), ainsi que la Loi type contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions. Enfin, le Groupe de travail a recommandé que les États élargissent la portée des mesures visant à réprimer les infractions pénales conformément au Protocole relatif aux armes à feu en appliquant la même approche aux infractions liées aux armes légères et aux explosifs. Ces recommandations seront portées à l'attention de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée à sa douzième session, qui se tiendra en octobre 2024.

## **III. Activités menées par le système des Nations Unies aux fins de l'application des résolutions 78/46 et 78/54**

### **A. Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères**

43. Le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères est utilisé dans l'ensemble du système des Nations Unies en tant que dispositif visant à atténuer les effets néfastes du commerce illicite et du détournement d'armes légères et de petit calibre, à gérer les munitions classiques et à contrôler le commerce des

<sup>3</sup> Dans sa résolution 5/4, intitulée « Fabrication et trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions », la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée a décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les armes à feu, qui se réunit tous les ans.

armes. Les partenaires des Nations Unies ont continué de promouvoir le Mécanisme, qui joue un rôle essentiel en servant de plateforme commune aux efforts déployés par les entités des Nations Unies dans ce domaine.

44. Au cours de la période considérée, le Mécanisme a tenu trois réunions. Les présentations et les débats organisés dans ce contexte ont été l'occasion de promouvoir une action plus cohérente du système des Nations Unies dans des domaines tels que la mise en œuvre du Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie ; la gestion des armes et munitions dans un contexte de désarmement, de démobilisation et de réintégration en pleine évolution ; la prise en compte du lien qui existe entre le terrorisme, les armes et la criminalité en Afrique et en Asie centrale ; la communication d'informations actualisées en réponse au questionnaire sur les flux d'armes illicites utilisé aux fins de la collecte de données dans le cadre du Protocole relatif aux armes à feu. Le Mécanisme fait également office d'instance de supervision de l'élaboration et de l'utilisation du Recueil de modules sur le contrôle des armes légères et de mise en commun d'informations concernant le fonds appelé « Entité "Sauver des vies" », et permet l'échange de conseils avec le Mécanisme de financement des Nations Unies pour la coopération en matière de réglementation des armements.

## **B. Recueil de modules sur le contrôle des armes légères**

45. Le Recueil de modules sur le contrôle des armes légères continue de fournir aux autorités nationales qui le souhaitent des orientations sur les mesures relatives au contrôle des armes de petit calibre et peut servir de référence pour la mesure des progrès accomplis. En 2023, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), en coopération avec le Bureau des affaires de désarmement et en consultation avec les parties prenantes des Nations Unies, a entrepris d'élaborer un nouvel outil d'autoévaluation dans le cadre du Recueil afin de permettre aux parties intéressées de procéder à des évaluations nationales volontaires des capacités et des pratiques en matière de contrôle des armes légères et de petit calibre. Le lancement de l'outil est prévu pour septembre 2024.

46. Le Bureau des affaires de désarmement continue également d'améliorer le Recueil en créant de nouveaux modules et examinera sa structure de gouvernance afin de recenser les moyens de l'améliorer. Un nouveau module sur le contrôle des armes légères et de petit calibre dans le contexte des zones sans armes a été publié en 2023. On y trouve des conseils sur la manière d'établir, de maintenir, de faire respecter, de surveiller et d'évaluer les zones sans armes à l'intention des autorités nationales et locales et des populations locales, ainsi que des organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales et régionales qui les soutiennent dans ce processus.

## **C. Fonds appelé « Entité "Sauver des vies" »**

47. Le fonds appelé « Entité "Sauver des vies" » (fonds SALIENT) est un mécanisme de financement de l'ONU destiné à aider les États Membres à lutter contre la violence armée et le trafic d'armes légères et de petit calibre dans le cadre d'une approche globale de sécurité et de développement durables. Cette initiative conjointe du Bureau des affaires de désarmement et du PNUD a été lancée en 2021. L'Entité appuie la mise en œuvre d'activités préventives intégrées pilotées au niveau national et axées sur l'être humain qui visent à contrôler les armes de petit calibre et à réduire la violence armée dans huit pays. La première phase a débuté au Cameroun, en

Jamaïque et au Soudan du Sud, et des activités ont ensuite été déployées au Ghana, au Honduras, au Kirghizistan, au Panama et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

48. En 2023, l'Entité a achevé la mise en œuvre des activités prévues au Cameroun, en Jamaïque et au Soudan du Sud, qui consistaient, entre autres, à appuyer les cadres législatifs et politiques, y compris la prise en compte des questions de genre, à renforcer les capacités des agents de la force publique et à mener des activités éducatives avec des représentants de la société civile, des journalistes, des femmes et des jeunes, notamment sur les perceptions et les attitudes à l'égard de la violence, des armes à feu et de la masculinité.

49. Au Cameroun, l'Entité a appuyé la tenue de consultations multipartites visant à faire le point sur la vulnérabilité et la résilience face à la violence liée aux armes légères et de petit calibre. Elle a également contribué à faire inscrire la question des armes légères au programme de développement national, offert une formation et une éducation à des femmes ex-combattantes, tenu des débats sur la réglementation et le contrôle tenant compte des questions de genre avec des représentants du Gouvernement et renforcé les capacités des autorités nationales, ce qui a abouti à l'élaboration de la première stratégie du pays en matière de genre et de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

50. En Jamaïque, l'Entité a soutenu l'action menée pour réduire l'accès aux armes à feu et aux munitions, renforcé les capacités d'interception des responsables de l'application des lois dans les ports maritimes et formé des fonctionnaires à l'analyse des éléments de preuve relatifs aux armes à feu et aux munitions. Elle a également permis à la Jamaïque de réaliser un audit sur la violence, qui a abouti à l'établissement d'un niveau de référence en la matière et aidé le Gouvernement jamaïcain à utiliser les données dans le cadre de ses processus de planification du développement et de prise de décision. En outre, l'Entité a appuyé l'élaboration, au titre de son mécanisme de financement et en coordination avec le Gouvernement, de lignes directrices aux fins de l'établissement de protocoles visant à combattre la présence et l'utilisation d'armes à feu dans les écoles, en vue de renforcer le cadre institutionnel existant et de faire en sorte qu'il permette de faire face à la violence dans les établissements scolaires grâce à des stratégies pratiques qui aident les enseignants à prévenir les conflits et la violence et à la tenue de débats sur la résolution des conflits entre pairs et la médiation sur les questions de masculinité et de valorisation des armes à feu.

51. Au Soudan du Sud, l'Entité a aidé les autorités et les communautés locales à catalyser les activités de désarmement volontaire des populations civiles tout en encourageant activement la participation des femmes et en renforçant la confiance entre les institutions de police et de sécurité et les populations civiles. Ce projet a permis d'organiser 11 dialogues de haut niveau sur la prolifération des armes légères et de petit calibre illicites et le désarmement volontaire des populations civiles, lors desquels les participants ont plaidé en faveur de la remise volontaire des armes à feu. La création de nouveaux réseaux de femmes au sein de la Police nationale sud-soudanaise a permis d'améliorer la qualité des échanges avec les membres de la population, en particulier les femmes, et de renforcer les liens entre les femmes agents de police grâce à l'échange de pratiques exemplaires. Des émissions de radio animées par des agents de police locaux ont touché plus de 2 millions de personnes.

#### **D. Mécanisme de financement des Nations Unies pour la coopération en matière de réglementation des armements**

52. Le Mécanisme de financement des Nations Unies pour la coopération en matière de réglementation des armements se concentre sur des projets à effet rapide, à court terme, à petite échelle, pratiques et axés sur un thème précis, en partenariat

principalement avec des organisations de la société civile. À ce jour, 148 États ont bénéficié d'activités financées par le Mécanisme, sur la base du principe directeur relatif à la prise en main par le pays.

53. En 2023, le Mécanisme de financement a continué d'appuyer les travaux menés dans différents domaines liés au contrôle des armes de petit calibre. Au cours de la période considérée, il a dépêché une mission de suivi au Malawi pour soutenir la destruction d'un stock de 1 027 armes et la présentation d'un rapport national sur le contrôle des armes de petit calibre, et en Sierra Leone pour faciliter la déclaration de zones sans armes dans les communautés frontalières.

## **E. Programme de bourses de formation concernant les armes légères et de petit calibre**

54. Dans la résolution 77/71 de l'Assemblée générale, les États Membres ont décidé d'établir un programme permanent de bourses de formation spécialisées concernant les armes légères et de petit calibre à l'intention des fonctionnaires directement chargés de l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, en particulier dans les pays en développement. Le programme consistera en un cours en ligne que les participants pourront suivre à leur rythme et en une formation en présentiel d'une durée de quatre semaines visant à renforcer les connaissances conceptuelles et pratiques des professionnels sur les questions clés liées au contrôle des armes de petit calibre.

55. Le programme de bourses susmentionné permettra de former 60 fonctionnaires par an (15 originaires d'Afrique, 15 d'Asie et du Pacifique, 15 d'Amérique latine et des Caraïbes et 15 d'Europe et d'autres États). Le Bureau des affaires de désarmement assurera la coordination et la gestion d'ensemble du programme de formation et s'attachera à créer une communauté de pratique pour les boursiers diplômés. Il s'emploie actuellement à élaborer des supports de formation en ligne et en présentiel en prévision de la formation en présentiel qui se tiendra en 2025.

## **F. Programme de développement durable à l'horizon 2030 et décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable**

56. La prolifération incontrôlée d'armes légères et de petit calibre illicites crée un climat d'insécurité qui nuit au développement durable. En conséquence, les États Membres ont demandé, dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et plus particulièrement dans la cible 16.4, que le trafic d'armes soit nettement réduit d'ici à 2030.

57. Le Bureau des affaires de désarmement a pris des mesures concrètes pour aider les parties prenantes au niveau national à intégrer le contrôle des armes de petit calibre dans les cadres de développement nationaux. L'une de ces mesures consiste à sensibiliser l'opinion à l'intérêt de concevoir des stratégies de contrôle des armes légères et de petit calibre à l'échelle de l'ensemble de l'administration et de faciliter la participation directe des populations locales touchées par les armes de petit calibre afin de promouvoir des stratégies intégrées et coordonnées. Le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères s'emploie à élaborer une note d'orientation en vue de soutenir les approches nationales visant à prendre en compte les mesures de maîtrise des armements dans les cadres de développement nationaux.

58. Sous l'égide des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies, les partenaires des Nations Unies coordonnent leur action

pour veiller à ce que les questions relatives aux armes légères et de petit calibre soient prises en compte dans les analyses communes de pays, le cas échéant. Ce processus permet ensuite d'aborder ces questions dans le contexte des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable des États les plus touchés par la violence armée et les conflits.

59. La collecte de données sur les cibles 16.1 et 16.4 associées aux objectifs de développement durable permet de mieux analyser le lien qui existe entre désarmement, maîtrise des armements et développement. En tant qu'organismes responsables de l'indicateur 16.4.2, l'ONUDC et le Bureau des affaires de désarmement ont continué de collecter et d'analyser des données afin de mesurer les progrès accomplis pour ce qui est de réduire sensiblement le trafic d'armes.

60. Les États Membres ont communiqué des données pertinentes dans le cadre du questionnaire sur les flux illicites d'armes à l'appui du Protocole relatif aux armes à feu et des rapports nationaux sur la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage. Le faible nombre de rapports établis sur ces instruments a limité la quantité de données pouvant être analysées pour évaluer les progrès accomplis par les États dans la réalisation des cibles susmentionnées.

61. La collecte et le traçage des armes utilisées dans le cadre de conflits, de la criminalité organisée et de la violence armée constituent des étapes clés pour réduire les flux illicites d'armes. Toutefois, les données disponibles montrent que le traçage reste un problème au niveau mondial, en raison notamment du manque de capacités et de ressources des États et de l'absence de coopération internationale efficace. Afin de renforcer les capacités nationales en matière de collecte de données et d'analyse, l'ONUDC a organisé trois ateliers à l'intention de pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, des Caraïbes, et d'Asie centrale et du Caucase.

62. En 2023, l'ONUDC s'est attaché à élaborer trois études sous-régionales sur le trafic d'armes à feu et les formes de criminalité connexes en Afrique de l'Ouest, en Asie centrale et dans les Balkans occidentaux, qui seront publiées en 2024. Il a également continué de mettre à jour les bases de données législatives et jurisprudentielles de son portail de gestion des connaissances intitulé « Mise en commun de ressources électroniques et de lois contre la criminalité » (portail SHERLOC). Il s'emploie en outre à mettre au point une base de données pilote sur les armes à feu qui rassemble des données sur les saisies d'armes provenant de sources ouvertes et pouvant être consultées à l'aide de tableaux de bord.

63. La version révisée de la Déclaration d'Arusha de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) concernant la bonne gouvernance et l'intégrité dans le domaine des douanes aide les pays à se conformer aux obligations que leur imposent les conventions de lutte contre la corruption et à œuvrer à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16. À cet égard, le programme de sécurité de l'OMD vise à réduire la violence et à améliorer la situation de sécurité à l'intérieur des pays en limitant le commerce illicite des composants d'armes légères et de petit calibre. Un projet mené dans le cadre du programme de sécurité vise également à promouvoir la pratique exemplaire consistant à retracer la provenance de toutes les armes à feu saisies, conformément à l'indicateur 16.4.2, tout en sensibilisant et en formant les administrations douanières à la détection des armes légères et de petit calibre illicites aux frontières.

## **G. Mois de l'amnistie en Afrique**

64. À l'appui de l'initiative de l'Union africaine baptisée « Faire taire les armes d'ici 2030 » et conformément à la résolution [2457 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité, le

Bureau des affaires de désarmement a poursuivi sa coopération avec l'Union africaine en vue de la commémoration du Mois de l'amnistie en Afrique. L'objectif principal de cette célébration est de promouvoir le désarmement, la maîtrise des armements et l'établissement d'une paix durable en encourageant la remise volontaire par les populations civiles des armes illicites qui se trouvent en leur possession.

65. En septembre 2023, l'ONU et l'Union africaine ont aidé le Mozambique à organiser les célébrations du Mois de l'amnistie sur le continent. Cette manifestation a réuni des membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, le Haut-Représentant de l'Union chargé de l'initiative Faire taire les armes en Afrique, ainsi que des représentants du Bureau des affaires de désarmement et du Gouvernement mozambicain.

66. En janvier 2024, le Bureau des affaires de désarmement et l'Union africaine ont repris leur projet consistant à organiser conjointement les activités du Mois de l'Amnistie en Afrique, cette fois pour l'édition 2024.

## H. Prévention de la violence armée

67. Dans les Balkans occidentaux, le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères a continué de lutter activement contre les facteurs qui alimentent la demande et l'utilisation abusive d'armes à feu, notamment en menant des activités de sensibilisation, dont une campagne de remise volontaire d'armes en Serbie qui avait permis, au 30 juin 2023, de collecter 82 398 armes légères et de petit calibre et 26 485 engins explosifs, ce qui est sans précédent. Le Centre de documentation a également contribué au renforcement des capacités opérationnelles par la création d'un groupe de travail chargé de mener des campagnes de sensibilisation dans les Balkans occidentaux, qui participe aux activités visant à promouvoir plusieurs outils de sensibilisation à l'échelle régionale.

68. Au Soudan, la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan et l'équipe de pays des Nations Unies ont utilisé la boîte à outils pour l'analyse des risques liés aux armes mise au point par l'UNIDIR afin de définir les points d'entrée pouvant être utilisés pour intégrer la maîtrise des armements et la prévention des conflits dans le contexte des missions politiques spéciales des Nations Unies<sup>4</sup>.

69. Une évaluation des enseignements tirés de l'expérience de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali a été réalisée en 2023 en vue de gérer les menaces liées aux armes, aux munitions et aux engins explosifs improvisés illicites. Cet exercice a mis en évidence les stratégies qui pourraient être utilisées par les opérations de maintien de la paix pour assurer le suivi et le traçage des flux d'armes illicites afin d'améliorer la perception de la situation et de lutter contre l'impunité des acteurs qui participent au trafic d'armes dans des environnements hostiles<sup>5</sup>.

70. En 2023 également, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, qui est le centre régional de l'UNIDIR et du Bureau des affaires de désarmement, a organisé, en partenariat avec la Suisse, un séminaire régional sur la prévention de l'extrémisme violent et la gestion des armes classiques

<sup>4</sup> Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), « The Arms-Related Risk Analysis Toolkit: Practical Guidance for Integrating Conventional Arms-Related Risks into Conflict Analysis and Prevention », 2021.

<sup>5</sup> Nils Holger Anders, « Peacekeeping in hostile environments: the impact of illicit arms on MINUSMA », 2023.



en Afrique de l'Ouest. Cette manifestation a été l'occasion de promouvoir une approche globale axée sur l'être humain et centrée sur la prévention qui permette de s'attaquer à la fois aux causes profondes de la violence et à la livraison d'armes, et de formuler des recommandations à l'intention des parties prenantes locales, nationales, régionales, continentales et internationales<sup>6</sup>.

## I. Gestion des armes et des munitions

71. L'ONU continue de promouvoir la gestion des armes et des munitions, conformément à l'engagement énoncé par le Secrétaire général dans le Programme de désarmement et réaffirmé dans les mandats définis par le Conseil de sécurité et dans d'autres accords.

72. Sur le plan conceptuel, l'Organisation a entrepris d'étudier les moyens de promouvoir une approche permettant d'assurer la coordination du soutien fourni aux États Membres à l'échelle du système dans le cadre d'un dialogue stratégique informel sur la gestion des armes et des munitions tout au long de leur cycle de vie, organisé par l'UNIDIR en coopération avec le Bureau des affaires de désarmement en septembre 2023. L'UNIDIR a également organisé le premier symposium sur la gestion des armes et des munitions, qui s'est tenu à Genève en novembre 2023, en vue de promouvoir le dialogue entre les États Membres, l'ONU, les organisations régionales, les organisations non gouvernementales et la société civile autour des cadres, des politiques et des pratiques en matière de gestion des armes et des munitions. Ces deux manifestations ont permis de mettre en commun les enseignements tirés de l'expérience en vue d'améliorer la coopération et l'assistance internationales et de renforcer les politiques, les pratiques et les cadres nationaux.

73. Sur le plan opérationnel, l'initiative mise en œuvre conjointement par le Département des opérations de paix et le Bureau des affaires de désarmement sur la gestion efficace des armes et des munitions dans un contexte de désarmement, de démobilisation et de réintégration en pleine évolution a permis de continuer d'approfondir la collaboration entre les principales parties prenantes afin de promouvoir l'intégration des politiques de gestion des armes et des munitions dans les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

74. Des mesures ont été prises dans le cadre de l'initiative susmentionnée pour aider le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes, en coordination avec le Bonn International Centre for Conflict Studies (Allemagne), à organiser un dialogue régional destiné à promouvoir la coopération et le renforcement des capacités au niveau régional. Cette plateforme a facilité les échanges entre les États pour leur permettre de recenser les difficultés en matière de maîtrise des armes légères et de petit calibre ainsi que les lacunes des cadres nationaux existants dans le contexte du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, et d'élaborer une feuille de route régionale qui sera présentée à la quatrième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

75. Toujours dans le cadre de l'initiative conjointe susmentionnée, on a poursuivi la mise en service du mécanisme d'assistance technique dans divers contextes et

<sup>6</sup> UNIDIR, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique et Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, « Rapport de synthèse : Séminaire régional sur la prévention de l'extrémisme violent et la gestion des armes conventionnelles en Afrique de l'Ouest, Lomé, Togo, 5-7 décembre 2023 », 2024.



intégré avec succès des dispositions relatives aux armes et aux munitions dans des stratégies de désarmement, de démobilisation et de réintégration, notamment au Tchad. On a également appuyé l'élaboration de manuels essentiels (Cameroun) et d'études sur la dynamique des armes et des munitions (Somalie), et mené des missions d'évaluation (région des Grands Lacs), en collaboration avec la Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, afin d'étudier la possibilité de créer une infrastructure régionale de centres établis dans les pays pour appuyer les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, l'objectif étant de renforcer la coordination et l'efficacité de l'action menée pour relever les défis régionaux.

76. Par ailleurs, en collaboration avec les partenaires concernés, le Département des opérations de paix et le Bureau des affaires de désarmement ont organisé avec succès la formation annuelle sur une gestion efficace des armes et des munitions dans les contextes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, qui dote les praticiens des compétences nécessaires pour planifier et mettre en œuvre des activités de désarmement et des initiatives de gestion transitoire des armes et des munitions qui soient sûres, sécurisées et efficaces.

77. En 2023, le Service de la lutte antimines a étendu son soutien en matière de gestion des armes et des munitions à six pays et territoires (Libye, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan du Sud et Abyei) en évaluant, en réhabilitant et en construisant des zones de stockage, ainsi qu'en apportant aux autorités nationales une assistance technique et un appui en matière de politiques.

78. En République centrafricaine, le Service de la lutte antimines a dispensé neuf formations spécialisées aux forces de défense nationale et de sécurité intérieure et mené des activités d'évaluation technique et des visites d'assurance de la qualité dans les installations de stockage de munitions, en coordination avec les autorités nationales. L'opération de maintien de la paix des Nations Unies a continué de collaborer avec la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, notamment aux fins de la mise en place de procédures et de mécanismes de coordination et de l'élaboration d'un plan d'action national quinquennal visant à prévenir, à combattre et à éliminer la prolifération et le commerce illicite des armes légères et de petit calibre.

79. En République démocratique du Congo, le Service de la lutte antimines a organisé une formation à la gestion des armes et des munitions à l'intention des forces de sécurité nationales et aidé les forces de défense et de sécurité nationales à stocker les armes et les munitions en toute sécurité au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. En outre, avec le soutien d'entités des Nations Unies, la République démocratique du Congo a également pu mettre la touche finale à son plan d'action national sur le contrôle des armes légères et de petit calibre pour la période 2024-2028.

80. En Somalie, le Service de la lutte antimines a fourni des conseils techniques et un soutien en matière de coordination au Bureau de la sécurité nationale, ainsi qu'un appui en matière de renforcement des capacités aux forces de sécurité somaliennes. Il a également apporté un soutien à l'infrastructure dans l'État du Sud-Ouest et fourni des équipements informatiques au Département central de surveillance chargé de la gestion des armes et des munitions, ce qui contribuera à la mise en place d'une base de données nationale numérisée visant à garantir que les systèmes de comptabilisation et de gestion sont opérationnels et efficaces.

81. Le Bureau des affaires de désarmement a continué de soutenir les États par l'intermédiaire de ses centres régionaux, notamment à travers la collaboration entre le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le

développement en Amérique latine et dans les Caraïbes et le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti en matière d'assistance juridique aux fins de l'élaboration d'un projet de loi sur les armes à feu. Le Centre régional a également procédé à une évaluation des arsenaux qui donnera lieu à la formulation de conclusions et de recommandations et éclairera les décisions relatives à la poursuite de l'aide à Haïti en 2024.

82. En collaboration avec le Mines Advisory Group, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, qui est le centre régional du Bureau des affaires de désarmement, a fourni une assistance ciblée au Gouvernement sri-lankais pour renforcer les capacités nationales en matière de gestion des stocks et de promotion d'une comptabilisation, d'un stockage et d'une manipulation sûrs et sécurisés des armes légères et de petit calibre. Cette assistance a permis la construction d'un conteneur-armurerie et de 17 armoires à armes, et l'organisation de séances de formation spécialisée à l'intention des magasiniers et des gestionnaires d'armureries comprenant également un module sur le contrôle opérationnel des armes de petit calibre tenant compte des questions de genre.

83. Le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères a appuyé le renforcement de la sécurité des salles de stockage des armes légères et de petit calibre et des pièces à conviction en Europe du Sud-Est et de l'Est en poursuivant les efforts de modernisation des infrastructures en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine du Nord, en République de Moldova et en Serbie. Un atelier régional sur la gestion des armes et des munitions, organisé en septembre 2023, a permis de renforcer les échanges de bonnes pratiques en matière de gestion des stocks d'armes entre les forces armées des Balkans occidentaux et de la République de Moldova.

84. Pour sa part, l'ONUDC a aidé les États Membres à mettre en œuvre les mesures de prévention et de sécurité prévues par le Protocole relatif aux armes à feu et d'autres instruments pertinents. Il a notamment achevé la mise au point d'un logiciel de traçage destiné aux systèmes intégrés d'enregistrement des armes à feu visant à aider les États à suivre ces armes tout au long de leur cycle de vie. Il a également mené des missions dans deux pays pilotes, le Honduras et le Sénégal, afin de personnaliser le logiciel. En outre, il a mis à la disposition du Niger un entrepôt destiné au stockage des armes et des munitions saisies et aménagé un entrepôt pour le stockage des armes et des munitions saisies et confisquées au Burkina Faso.

85. Dans le cadre d'un projet mis en œuvre conjointement avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et Small Arms Survey, l'OMD a apporté son soutien aux États membres de la Ligue des États arabes en organisant des séances de formation sur les contrôles aux frontières et le marquage et le traçage des armes et des munitions, ainsi que sur la gestion et la sécurité des stocks d'armes. Au cours de la période considérée, des séances de formation des formateurs au niveau régional et des séances de formation sur les armes à feu au niveau national ont notamment été organisées pour les Comores, la Jordanie, le Liban et le Yémen.

86. La méthodologie de référence pour les évaluations de base nationales de la gestion des armes et des munitions, publiée par l'UNIDIR et utilisée par 15 États Membres à ce jour, est demeurée essentielle pour permettre aux États d'évaluer les institutions, les politiques et les capacités opérationnelles<sup>7</sup>. En 2023, la Côte d'Ivoire et la Somalie ont procédé à des évaluations de suivi. Les États familiarisés avec les évaluations de base ont indiqué que les résultats avaient été utilisés à des fins diverses, notamment pour élaborer des feuilles de route et des stratégies, examiner des

<sup>7</sup> Hardy Giezendanner et Himayu Shiotani, « Une méthodologie de référence pour les évaluations de base nationales de la gestion des armes et des munitions », UNIDIR, Genève, 2021.

stratégies plus larges ou éclairer l'élaboration de nouvelles approches, et orienter l'adoption de procédures et la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités opérationnelles.

87. L'ONU a continué d'utiliser le programme SaferGuard pour promouvoir l'utilisation et l'application des Directives techniques internationales sur les munitions. L'Équipe consultative pour les questions de gestion des munitions a continué de fournir des conseils techniques et une assistance en matière de gestion des munitions à des États, notamment la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Mozambique, le Pérou, la République de Moldova et l'Ukraine, ainsi qu'à des organisations internationales et régionales.

88. Le Bureau des affaires de désarmement a poursuivi ses efforts ciblés en faveur du renforcement des capacités et de l'avancement des femmes ainsi que de la constitution de réseaux de femmes dans le domaine de la gestion des munitions par l'intermédiaire du Réseau d'expertes en gestion des munitions. Dans le cadre du Réseau, le programme SaferGuard s'est associé au Ministère autrichien de la défense et à l'Équipe consultative pour les questions de gestion des munitions en vue d'organiser une formation internationale annuelle sur les Directives techniques internationales sur les munitions à l'intention des expertes techniques en munitions. Cette formation vise à renforcer les connaissances des participantes sur un large éventail de sujets techniques liés à la gestion des munitions, tout en leur permettant de se familiariser avec les questions liées à la prise en compte des questions de genre et à l'égalité des genres.

## **J. Appui aux politiques, programmes et mesures de maîtrise des armements tenant compte des questions de genre**

89. L'ONU a continué d'appuyer des politiques, des programmes et des mesures de maîtrise des armements tenant compte des questions de genre aux niveaux mondial, régional et national.

90. Au niveau mondial, le Bureau des affaires de désarmement a mis en œuvre son projet pluriannuel à l'appui du Programme d'action, dont la prise en compte des questions de genre est une composante fondamentale. Au cours de la période considérée, des États de trois régions ont bénéficié d'un soutien au titre de ce projet dans le cadre d'activités de renforcement des capacités et de mise en commun des connaissances. Le centre régional du Bureau en Afrique a organisé un webinaire pour examiner les pratiques en matière de prise en compte des questions de genre dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de contrôle des armes de petit calibre. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes a élaboré et mis à l'essai une nouvelle formation sur les armes de petit calibre et le genre en Colombie en novembre 2023. Les trois centres régionaux du Bureau ont également organisé des webinaires conjoints sur l'intégration des questions de genre liées au contrôle des armes de petit calibre dans leur région respective, en collaboration avec l'UNIDIR.

91. Par ailleurs, l'ONU a appuyé l'élaboration de cadres juridiques et politiques. À titre d'exemple, le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères a élaboré des lignes directrices et des boîtes à outils, notamment pour permettre aux intervenants de première ligne d'évaluer et de gérer les risques d'utilisation abusive d'armes à feu dans un contexte de violence domestique et faire en sorte que les questions de genre soient prises en compte dans le cadre de la délivrance des permis de port d'armes. L'ONUSD a également fourni des conseils d'ordre législatif et un appui en matière d'établissement de permis de port d'armes tenant compte des questions de genre, notamment en

formulant des conseils sur les critères de délivrance en vue d'empêcher les auteurs potentiels d'actes de violence à l'égard des femmes d'avoir accès à des armes à feu.

92. Des recherches et des analyses ont été menées au cours de la période considérée. Le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères s'emploie à analyser les mesures institutionnelles visant à combattre l'utilisation abusive d'armes à feu dans un contexte de violence domestique ainsi que la participation des femmes aux activités de contrôle des armes légères et de petit calibre. Des recherches récentes menées par l'UNIDIR ont fait apparaître que, dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, environ 70 % à 90 % des cas de violence sexuelle liés à un conflit impliquent des armes légères et de petit calibre<sup>8</sup>. Le rapport décrit les moyens de mettre les mesures de maîtrise des armements et de désarmement au service des efforts de prévention de la violence sexuelle liée aux conflits, par exemple en intégrant les risques liés aux armes dans les dispositifs d'alerte rapide, en recueillant et en diffusant des données ventilées en fonction de la présence d'armes et en tenant compte des risques lors de la prise de décisions relatives aux transferts d'armes.

93. Il ressort des recherches menées par l'UNIDIR que les femmes ne représentent encore qu'un faible pourcentage des personnes occupant des postes techniques dans le domaine de la gestion des armes et des munitions<sup>9</sup>. Dans la plupart des instances traitant de la question du désarmement, notamment celles qui s'intéressent aux armes légères et de petit calibre, les hommes sont beaucoup plus nombreux que les femmes<sup>10</sup>. Afin de mieux comprendre quelles sont les mesures efficaces pour accroître la participation des femmes, l'UNIDIR a publié un rapport sur les résultats d'une enquête relative aux pratiques exemplaires en matière d'égalité des genres dans le contexte du contrôle des armes classiques, dans lequel il a estimé que des pratiques ciblées telles que les directives sur l'égalité des genres dans l'administration publique et la communication tenant compte des questions de genre pouvaient avoir une incidence positive<sup>11</sup>.

## K. Participation des jeunes

94. Le Bureau des affaires de désarmement a fait des progrès considérables pour ce qui est de faciliter la participation effective des jeunes. Au cours de la période considérée, de jeunes leaders ont fait des exposés à l'occasion de plusieurs réunions et manifestations, notamment les réunions régionales préparatoires à la quatrième Conférence d'examen qui se tiendra prochainement. De jeunes intervenants ont également contribué à des projets de formation et à des initiatives de sensibilisation menées dans le cadre de l'initiative baptisée « Les jeunes pour le désarmement », programme phare du Bureau en matière de sensibilisation des jeunes. Des efforts ont été déployés pour recenser et mettre en évidence les liens qui existent entre le contrôle des armes légères et de petit calibre et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier en ce qui concerne les flux illicites d'armes.

<sup>8</sup> Hana Salama, « Addressing weapons in conflict related sexual violence: the arms control and disarmament toolbox », UNIDIR, 2023.

<sup>9</sup> Hana Salama et Emma Bjertén-Günther, « Women Managing Weapons: Perspectives for Increasing Women's Meaningful Participation in Weapons and Ammunition Management », UNIDIR, Genève, 2021.

<sup>10</sup> Gender and Disarmament Hub, UNIDIR, disponible à l'adresse suivante : <https://unidir.org/tools/gender-disarmament-hub/>.

<sup>11</sup> Renata Hessmann-Dalaqua, Manaved Nambiar et Hana Salama, « Best practices for gender equality in conventional arms control: survey results », UNIDIR, 2023.

95. Le Bureau des affaires de désarmement a organisé des activités créatives pour inciter les jeunes à s'intéresser aux questions liées aux armes légères et de petit calibre. En 2023, en partenariat avec IM Swedish Development Partner, il a organisé deux ateliers lors desquels plusieurs jeunes ont créé des œuvres d'art représentant la paix à l'aide de pastels créés à partir d'armes à feu fondues.

96. À l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, le 12 août, le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes a organisé une campagne dans les médias sociaux pour présenter les jeunes leaders d'Amérique latine de l'initiative « Leaders for Tomorrow », mise en œuvre dans le cadre du programme « Les jeunes pour le désarmement », afin de mettre en lumière l'importance du rôle que jouent les jeunes en tant qu'agents du changement.

## **L. Prévention du crime et justice pénale**

97. L'ONU a continué d'aider les États à prévenir et à combattre le trafic illicite d'armes de petit calibre et de leurs éléments et munitions, notamment par le renforcement des capacités institutionnelles et des mesures de justice pénale.

98. L'ONUSD a étendu son assistance à 31 pays d'Afrique, d'Asie centrale, d'Europe orientale et du Sud-Est et d'Amérique latine et des Caraïbes dans les domaines de l'élaboration de lois et de politiques, de la prévention et de la sécurité, de la justice pénale, de la coopération internationale et de l'échange d'informations, ainsi que de la surveillance des flux illicites d'armes à feu et des menaces émergentes. Cette assistance s'est notamment traduite par la fourniture de conseils d'ordre législatif et d'un appui rédactionnel aux fins du renforcement des régimes de maîtrise des armements et de la législation concernant les infractions pénales relatives à la criminalité liée aux armes à feu, ainsi que par l'organisation de plus de 30 ateliers et cours de formation spécialisés en matière de détection, d'identification et de classification des armes à feu, de gestion des scènes de crime, de preuves électroniques, de techniques d'enquête, de traçage des armes à feu, de collecte de données, de coopération internationale et d'échange d'informations.

99. L'appui fourni à des pays d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes pour les aider à promouvoir des formes de coopération internationale plus poussées dans des affaires de trafic d'armes à feu complexes, notamment par la mise en place d'équipes communes d'enquête et de groupes de contact, a porté ses fruits : les autorités nationales ont créé des équipes ou des groupes de contact et ouvert des enquêtes transnationales visant des réseaux de trafiquants.

100. Afin de renforcer les mesures prises par la justice pénale pour lutter contre la fabrication illicite et le trafic d'armes à feu et de leurs pièces, éléments et munitions, l'ONUSD a élaboré un manuel sur la détection des armes à feu par rayons X et lancé une boîte à outils de renforcement des capacités au niveau mondial baptisée « Lignes directrices sur les enquêtes et les poursuites judiciaires concernant les infractions liées aux armes à feu ». Les lignes directrices sont en train d'être adaptées pour pouvoir être utilisées dans les Balkans occidentaux et dans les Caraïbes.

101. Avec le soutien de l'ONUSD, deux opérations visant à réprimer le trafic d'armes à feu et les formes de criminalité connexes ont été menées en Afrique (opération KAFO IV) et en Amérique latine (opération Armstrong, organisée conjointement avec la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles), avec la participation de plus de 2 300 agents de 11 pays.

102. INTERPOL a continué d'épauler les forces de l'ordre en dispensant une formation spécialisée à plus de 400 agents, notamment sur l'identification et le

traçage des armes à feu, le trafic et les enquêtes connexes. En novembre 2023, lors de la première opération de lutte contre les armes légères et de petit calibre illicites menée de manière coordonnée par INTERPOL dans toute l'Asie, les autorités de 10 pays ont procédé à plus de 1 700 arrestations et saisi 714 armes à feu, 921 pièces et éléments et 45 383 cartouches. La collaboration entre INTERPOL et l'ONUSD a également permis d'assurer le suivi des affaires judiciaires résultant de leurs opérations Trigger. Dans les Balkans occidentaux, l'ONUSD a aidé les institutions nationales à combattre la menace que représente le trafic d'armes à feu par colis postaux ou services d'envoi rapide au moyen d'activités de renforcement des capacités.

103. Le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères a appuyé le renforcement de la capacité d'institutions clés des Balkans occidentaux de lutter contre le trafic d'armes dans le cadre de plateformes régionales de niveau technique telles que la réunion régionale des représentants de la police des frontières et des douanes, la réunion des services de police criminelle, l'atelier annuel à l'intention des personnes référentes en matière d'armes à feu pour les Balkans occidentaux, la République de Moldova et l'Union européenne, ainsi que l'atelier régional sur l'analyse des scènes de crime.

104. Des progrès notables ont été accomplis en 2023 pour ce qui est de fournir un appui global sous la forme d'équipements aux services de police des frontières de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro et de la Serbie. En outre, toutes les juridictions des Balkans occidentaux ont élaboré des directives générales avec le soutien du Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères. Par ailleurs, la coopération avec l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) a abouti à l'élaboration et à la diffusion d'une version régionale pour les Balkans occidentaux du manuel sur les armes à feu à l'intention des gardes-frontières et des douaniers, ainsi qu'à l'organisation d'une formation à la détection des armes à feu destinée aux agents des douanes et de la police des frontières de six juridictions des Balkans occidentaux.

## **M. Lutte contre le terrorisme**

105. Contribuer à la prévention du détournement d'armes légères et de petit calibre par des terroristes demeure une priorité pour l'ONU. Dans un esprit de coopération avec l'ensemble du système des Nations Unies, le Bureau de la lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ont continué d'intensifier leurs efforts conjoints pour renforcer les capacités des États Membres en matière de prévention, de détection et de répression du trafic d'armes légères et de petit calibre et de leur fourniture illicite à des terroristes, en facilitant et en organisant des formations et des ateliers d'experts.

106. Au cours de la période considérée, le Bureau de la lutte contre le terrorisme, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'UNIDIR se sont attachés à promouvoir et à traduire sur le plan opérationnel des directives techniques visant à faciliter la mise en œuvre de la résolution 2370 (2017) du Conseil de sécurité, des normes internationales connexes et des bonnes pratiques sur la prévention de l'acquisition d'armes par des terroristes, notamment des armes légères et de petit calibre, des composants d'engins explosifs improvisés et des systèmes de drones aériens, dans le cadre d'ateliers régionaux organisés en Afrique de l'Est et au Sahel.

107. Le Bureau de lutte contre le terrorisme et l'ONUSD, en collaboration avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Bureau des affaires de désarmement, ont renforcé les capacités des États d'Asie centrale en leur fournissant une assistance technique, en organisant des ateliers législatifs, des ateliers de

coopération interinstitutionnelle, des formations et des réunions et en créant une communauté de pratique dans le cadre de la mise en œuvre au niveau régional du projet conjoint du Bureau de lutte contre le terrorisme et de l'ONUDC sur le lien entre le terrorisme, les armes et la criminalité en Asie centrale.

108. Les évaluations menées par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme pour le compte du Comité lui ont permis de constater qu'il importait de renforcer la capacité de détecter le trafic, d'enquêter à ce sujet, d'engager des poursuites et de rendre des jugements au niveau national, et de mettre en place des registres nationaux des armes à feu afin d'améliorer la traçabilité des armes légères et de petit calibre tout en utilisant systématiquement le Système INTERPOL de gestion des données sur les armes illicites et du traçage des armes. La Direction exécutive contribue activement à la fourniture d'une assistance technique en mettant ses recommandations relatives aux armes légères et de petit calibre à la disposition des entités du Pacte mondial.

---